

Le SE-Unsa rend publics les résultats de son enquête sur la réforme du lycée

Najoua Azlag

3 minutes

Lors d'une conférence de presse, mercredi 27 mars, le syndicat SE-Unsa a dévoilé les résultats de son baromètre sur la mise en place de la réforme du lycée auquel 3 264 enseignants ont répondu.



© Getty Images

Entre le 6 et le 20 mars 2019, le [SE-Unsa](#) a interrogé les enseignants de lycée sur la prochaine rentrée. D'après les [résultats de l'enquête](#) présentés en conférence de presse, « *l'offre de spécialités et d'options ne convainc pas totalement les acteurs de terrain* ».

S'ils reconnaissent que [les 7 spécialités majeures](#) sont bien présentes dans la plupart des établissements, seuls 38,24 % des sondés trouvent l'offre des options « *satisfaisante* ».

50,24 % des enseignants interrogés par le SE-Unsa trouvent l'offre d'enseignements de spécialité satisfaisante dans leur établissement, 37,68 % ne la trouvent pas satisfaisante.

[#SEUnsaLycée](#) [#RéformeSabotée](#)

— SE-Unsa (@SE_Unsa) [27 mars 2019](#)

Concernant les changements prévus dès la rentrée 2019, l'enquête révèle que les enseignants se sentent mal préparés et qu'ils s'attendent à des conditions de travail dégradées, aussi bien pour les personnels que pour les élèves :

- 79,90 % des répondants se disent mal informés
- 86,70 % n'ont bénéficié à ce jour d'aucune formation
- 76,31 % des répondants n'ont pas encore eu l'occasion de se concerter sur sa mise en œuvre.

Concernant [la place des mathématiques](#), 69,44 % des répondants pensent que « *l'offre de spécialités et d'options ne permet pas d'assurer une offre adaptée pour l'orientation de tous les élèves* ».

Pour le SE-Unsa, « *la création d'un enseignement optionnel de mathématiques complémentaires dès la première permettrait à tous les élèves de bénéficier d'un bagage minimum dans cette discipline au cycle terminal* », notamment pour les élèves qui souhaitent continuer à faire des mathématiques sans vouloir suivre l'enseignement de spécialité.

Les attentes du SE-Unsa

Début février, le SE-Unsa appelait déjà le gouvernement à prendre des mesures d'ajustement. Face aux inquiétudes des enseignants, le syndicat exige entre autres, une carte des spécialités favorisant les établissements les moins attractifs, « *notamment dans les quartiers prioritaires, comme le gouvernement s'y était engagé* ». Il demande également un renforcement des DHG (dotation horaire globale) pour permettre l'ouverture de groupes d'enseignements de spécialité supplémentaires. Le SE-Unsa, qui alerte le gouvernement sur « *l'échec à venir de la réforme* », estime qu'il est « *encore temps de reporter [la mise en œuvre de la réforme] à la rentrée 2020* ».